

Entretien avec le Dr Donald Midoko Iponga, chercheur à l'Iret et point-focal du projet ACP-Fornet Vers un renforcement de la prise de décision par les politiques

Propos recueillis par J.M.

Libreville/Gabon

l'union : Quels sont les objectifs de ce projet pour le Gabon, la sous-région et la zone tropicale ?

Dr Donald Midoko Iponga : Le projet «Etablissement d'un réseau de recherche forestière pour les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)», dont j'ai la charge, vise le renforcement des capacités dans les pays ACP afin de leur permettre d'entreprendre des recherches sur la gestion durable des ressources forestières. Mais l'initiative entend faciliter une collaboration inter-régionale entre les organisations nationales de recherche forestière en mettant l'accent sur le renforcement des capacités, mais aussi en mettant en place un réseau de recherche en sciences forestières entre les trois régions ACP. Pour l'Afrique centrale, le projet est exécuté au Gabon, plus précie-



Photo : Jean madouma

Le Dr Donald MIDIKO Iponga, point focal du projet ACP FORNET.

sément à la station de recherche d'Ipassa à Makokou de l'Institut de recherche en écologie tropicale (Iret). En ce qui concerne les Caraïbes, le projet est mené au Centre international pour la forêt, la conservation et le développement (Iwokrama en Guyane). Et s'agissant du Pacifique, il est exécuté à l'Institut de recherche fo-

restière de Papouasie en Nouvelle Guinée (PNGFRI). Le financement est assuré par l'Union européenne à travers le secrétariat général du groupe des Etats ACP qui sont les principaux partenaires de ce projet.

Qu'est-ce qui se fait sur le terrain ? Quels en sont les bénéficiaires et les montants de finance-

ment ?

Le projet a une durée de cinq ans. Il a démarré en janvier 2008 par la tenue d'un premier comité de pilotage qui a permis d'élaborer un chronogramme qui prévoyait plusieurs activités, conformément au descriptif et à la convention de financement. Les activités tournent autour des projets de recherche, les formations diplômantes, les formations ad hoc et les accords de collaboration. Les quatre projets sont en phase de réalisation. Il s'agit des projets sur l'okoumé, sur les produits forestiers non ligneux, sur les salines et sur le carbone. Par rapport à ces projets, les leaders de la sous-région sont, entre autres, le Dr Alfred Ngomanda de l'Iret au Gabon pour le projet d'évaluation des stocks de biomasse et de carbone, Louis Bernard Cheteu de l'Irad/Cameroun pour celui sur les impacts du changement climatique, le Dr Olga Diane Yongo de la faculté des sciences de l'Université de Bangui pour le projet de la caractérisation et la valorisation des PFNL et le dernier par le Pr Mutambwe Shango de l'Eraift de la RDC, pour l'étude de la dynamique des interactions

faune-flore-homme. Pour ce qui est des formations, nous avons quatre bourses de doctorat d'une valeur de 25 000 euros, soit plus de 16 millions de francs. Les bénéficiaires sont Prudence Yombiyeni de l'Iret au Gabon inscrite à l'université catholique de Louvain en Belgique, Pulchérie Bissiengou de l'Iphametra au Gabon inscrite à l'Université de Wageningen en Hollande et de Mercy Dione Ngone Abwe de l'Irad inscrite à l'Université de Buea au Cameroun. En ce qui concerne les formations ad hoc, ce sont tous les chercheurs de l'Iret qui bénéficient de six mois de formation en anglais. Cette formation entre dans le cadre du renforcement des capacités de l'Institut. Toutes ces initiatives sont financées à hauteur de 500 millions de francs environ. S'agissant des accords de collaboration, trois ont été signés entre le Cenarest (Centre national de recherche technologique) et des institutions nationales de recherche. En plus, deux autres conventions sont en cours d'examen pour être signées entre le Cenarest et des structures scientifiques du Cameroun et de la RDC. Toutefois, dans l'ensemble de ce projet, les bénéficiaires

sont les organismes de recherche forestière et les populations rurales des pays concernés.

Quels sont les résultats attendus ?

Nous avons la création d'un réseau des instituts de recherche en foresterie des pays concernés et le renforcement des capacités. Ce qui permettra des échanges entre les chercheurs sur la gestion durable des ressources forestières, l'acquisition des données de base du mécanisme REDD sur les changements climatiques et la réduction des GES parmi des pays membres ACP sur les sites expérimentaux. En outre, nous aurons les moyens de pouvoir évaluer des stocks de carbone dans les forêts par le développement des équations allometric adaptées à nos forêts. Nous aurons une bonne compréhension des forêts du Bassin du Congo, dominées par l'okoumé, face à l'accroissement des pressions environnementales dues au changement climatique, mais aussi un renforcement du processus de prise de décision des politiques en matière forestière.